

moment où éclate le débat sur la contraception et l'avortement, et où apparaît la méthode Karman, par aspiration.

La gynécologie médicale, différente de l'obstétrique, est la médecine qui suit les femmes tout au long de leur vie. Quel que soit le parcours de ces femmes, la première règle est de les écouter parler et de les mettre en confiance en cas de difficultés; de savoir comprendre ou deviner les conditions de vie, parfois très difficiles, la culture et les croyances qui peuvent expliquer certains troubles. Et de ne jamais les réduire à un symptôme. Ensuite, concilier la liberté de décision de ces femmes, propriétaires de leur corps, et la responsabilité du médecin, qui peut exprimer un désaccord ou décider d'une urgence. Respecter, parler, expliquer, rassurer – tout ce qui prend du temps –, aux antipodes d'une médecine expéditive, à la chaîne.

### La gynécologie médicale, essentielle

Marie-Annick Rouméas aborde ensuite les questions médicales qui se posent aux gynécologues: l'occultation de la sexualité par la contraception, par exemple pour les jeunes, la contraception mal adaptée, qui explique le nombre trop élevé d'IVG, l'assistance médicale à la procréation, l'IVG elle-même et la dégradation des conditions de l'accueil et du suivi, la ménopause, le sida et sa prévention, les mutilations et les violences. Elle dénonce les insuffisances de la formation médicale, où l'on n'apprend que des techniques, rien sur la relation médecin-patient, et où l'accent n'est pas suffisamment mis sur la rigueur de l'examen clinique.

L'auteure insiste, enfin, sur l'importance de la gynécologie médicale, spécialité essentielle pour la santé publique, de l'éducation à la santé au dépistage des maladies sexuellement transmissibles et des cancers. Cette spécialité a été supprimée en 1986, puis réta-

blie, grâce au Comité de défense de la gynécologie médicale; mais avec une vingtaine de postes aux concours annuels, là où il en faudrait six fois plus pour avoir un nombre suffisant de gynécologues. Ni la médecine généraliste ni l'obstétrique, d'ailleurs toutes deux surchargées aujourd'hui, ne couvrent ce champ de compétences. Et supprimer la gynécologie est un très mauvais calcul économique – il suffit de regarder la chute, grâce à elle, du nombre de cancers de l'utérus depuis vingt ans, pour s'en convaincre.

Le docteur Rouméas mène des combats qui sont les nôtres: la défense de la gynécologie médicale, essentielle pour la santé des femmes, la pratique de ce qu'elle appelle «une médecine soignante humaine». En ces temps de fermetures d'hôpitaux, de maternités, de centres d'IVG, d'économies budgétaires à courte vue sur la santé sous prétexte de rationalisation et d'organisation, on ne peut que conseiller la lecture de ce livre: pour l'expérience qu'il relate, pour les questions qu'il pose et les dangers qu'il dénonce; enfin, pour son humanité.

**Nicole Savy, responsable  
du groupe de travail  
Egalité femmes-hommes;  
les droits des femmes**

ouvrent d'immenses possibilités à un contrôle social global, dont les citoyens sont à la fois spectateurs, consommateurs et potentiellement victimes. Une évolution porteuse d'opportunités – confère l'usage des réseaux sociaux par les manifestants de Tunis et du Caire –, et de périls: quelques phrases sur Facebook peuvent entraîner le licenciement de salariés critiquant leurs supérieurs...

L'ouvrage de la fondation Copernic met en avant l'émergence d'une «société de surveillance», soit le nouveau paradigme d'une sécurité présentée comme un impératif absolu, comme la première des libertés, déclinée sur les terrains sanitaire, alimentaire, routier... Avec d'étranges affrontements sur le sens des mots et des politiques qu'ils désignent. Ainsi, la vidéosurveillance devient, dans les lois récentes, «vidéoprotection», puis «vidéotranquillité»; le malade mental devient un risque social, et la répression la première mesure de prévention.

En deçà de ces enjeux de représentation, lourds de menaces pour les libertés publiques, se dessinent des redéfinitions inassumées des rapports de l'Etat au marché, et du rôle de nouveaux entrepreneurs en sécurité: le marché de la surveillance et l'industrie de la punition fleurissent, Taser France conquiert des marchés, le bâtiment devient entrepreneur pénitentiaire et l'Etat vend ses fichiers à des sociétés commerciales, à des laboratoires privés. Corrélativement, le citoyen consommateur de sécurité est invité à s'inscrire dans une démarche participative de sa propre surveillance: de façon *soft* et parfois volontaire, avec les réseaux sociaux; sous des formes plus intrusives, comme les «voisins vigilants», l'invitation à la délation de proximité.

C'est donc bien une société de surveillance qui se construit, en France, au rythme même de la tentation sécuritaire. Les articles de l'ouvrage de la fonda-



**Filmer, ficher,  
enfermer**  
Fondation Copernic,  
Evelyne Sire-Marin (coord.)

Syllepse, janvier 2011  
132 pages, 7 €

Les lectrices et lecteurs d'*H&L* retrouveront dans cet ouvrage, coordonné par Evelyne Sire-Marin, une série de thèmes et de démarches qui sont au cœur des préoccupations de la LDH.

On sait que la multiplication des fichiers, les possibilités de stockage et d'interconnexion ouvertes par l'usage des nouvelles technologies et des biotechnologies

tion Copernic, parmi lesquels on signalera celui de Jean-Claude Vitran, membre du bureau de la LDH, mettent en lumière des mesures aussi discrètes que discrétionnaires. Autrement dit : à surveiller de près.

**Pierre Tartakowsky,**  
directeur de publication d'H&L

## Liberté de circulation : un droit, quelles politiques ?

**Gisti**

Gisti, janvier 2011

164 pages, 10 €

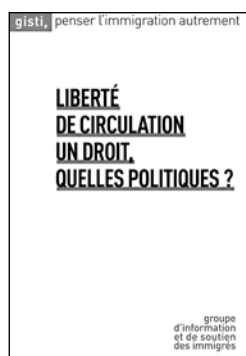
Entre barrière et barrages, entre police et rétention, entre le camp et l'expulsion, la politique migratoire est marquée par la peur et la négation des droits, qu'ils soient individuels ou collectifs. L'enfermement à l'Autre, figure inversée de l'enfermement de soi, se construit ainsi comme une négation des besoins exprimés par les sociétés, qu'elles soient du « Nord » ou du « Sud ». Les résistances qui s'organisent, en dépit de la criminalisation de l'aide aux migrants en situation irrégulière, restent dans ce contexte relativement marginales, et le plus souvent perçues comme des manifestations strictement humanitaires, voire irresponsables.

De ce point de vue, la nouvelle collection du Gisti<sup>(1)</sup>, « Penser l'immigration autrement », constitue un contrepoint solide à la pensée dominante, et inscrit la défense des droits fondamentaux dans un impératif qui n'est pas que moral. Son premier ouvrage, *Liberté de circulation : un droit, quelles politiques ?*, le manifeste clairement. Si la liberté de circulation reste aux antipodes des référentiels gouvernementaux actuels, elle n'est plus une revendication marginale, et nombre de chercheurs et d'organisations internatio-

nales en soulignent le caractère incontournable. De fait, dans un contexte économique fondé sur la libre circulation des marchandises, des capitaux et de l'information, cantonner les êtres humains n'est pas viable. Cette position rigide se heurte à ceux qui la combattent au risque de leur vie (les milliers de morts de la « guerre aux migrants », qui dure depuis deux décennies), et à la prise de conscience que mieux valent « des ponts que des murs ».

Les auteur(e)s réuni(e)s dans ce volume, parmi lequel(le)s Danièle Lochak, illustrent ainsi chacun et chacune, avec leur angle propre de réflexion, la validité de l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme : « *Tout personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien.* » Leurs apports, organisés autour de l'impératif de non-discrimination entre les personnes et le refus de toute forme d'impérialisme, associent la critique des politiques actuelles à l'esquisse d'alternatives qui dépassent le cadre strictement national. Sous leur plume se dessine ainsi un monde moins fracturé, plus solidaire, plus mobile, dans lequel les droits fondamentaux seraient mieux respectés.

**Pierre Tartakowsky**



## Help ou Visibilité

Réalisation : Sarah Franco-Ferrer

Documentaire, 2011

Durée : 82'

Production : Atelier Quetzal

Sarah Franco-Ferrer a réalisé un film très ambitieux, une réflexion sur le monde, la civilisation, l'environnement, l'argent, les droits et les libertés, pour lesquels elle a réussi à obtenir la parole d'un ensemble ébouriffant d'intervenants : en vrac, Boutros Boutros Ghali, Georges Balandier, Jack Ralite, Armand Gatti, Edouard Glissant, Elie Domota, Gérard Garouste, Albert Jacquard, etc., ainsi qu'Henri Leclerc et Jean-Pierre Dubois. Elle les interviewe successivement, en contrepoint d'images très travaillées, selon un montage raffiné : des manifestations de rues - CRS et jeunes en capuchons, banderoles, syndicats et sans-papiers, lances à eau et violences ; des fauves magnifiques enfermés dans un zoo et des courses de chevaux, bref, des images de la domination humaine, de la cruauté et de la résistance.

Le résultat est plutôt pessimiste : c'est d'abord le constat d'un fourvoiement politique, économique, écologique et finalement éthique. Avec, quand même, des perspectives de citoyenneté active et de résistance individuelle, politique et culturelle. Surtout, une grande place est donnée à la parole des sages, ceux qui détiennent le savoir et l'intelligence : à l'opposé des micro-trottoir complaisants dont on nous abreuve, confondant la parole du peuple et le café du commerce.

(1) Groupe d'information et de soutien aux immigrés.